

**DECRET N° 2008- 628 /PRES/PM/MEF/
MFPRE/MJ modifiant le décret
n° 2002-246/PRES/PM/MFB/MFPRE/MJ
du 10 juillet 2002 portant régime
indemnitaires applicable aux Magistrats.**

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

*N. 0467
02-10-08*

- VU** la Constitution ;
VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2008-138/PRES/PM du 23 mars 2008 portant remaniement du gouvernement ;
VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU la loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
VU la loi organique n° 036-2001/AN du 13 décembre 2001 portant statut du corps de la magistrature ;
VU la loi n° 032-2006/AN du 21 décembre 2006 portant modification de la loi n° 36-2001/AN du 13 décembre 2001 portant statut du corps de la magistrature ;
Sur rapport du Ministre de l'économie et des finances ;
LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 mai 2008 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Les dispositions de l'article 4 du décret n° 2002-246/PRES/PM/MFB/MFPRE/MJ du 10 juillet 2002 sont modifiées ainsi qu'il suit :

AU LIEU DE :

ARTICLE 4 : Les indemnités sont servies en fonction d'astreintes particulières auxquelles sont soumis certains agents. Elles cessent d'être dues à partir du jour où ceux-ci changent de poste de travail.

LIRE :

ARTICLE 4 : Les indemnités sont servies en fonction d'astreintes particulières auxquelles sont soumis certains magistrats.

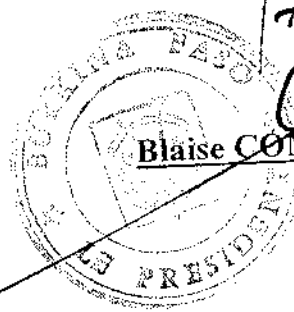
Toutefois les magistrats qui, pour nécessités de service, font l'objet d'une mise à disposition auprès d'autres ministères ou institutions conservent le bénéfice des indemnités liées à leur emploi d'origine, dans la mesure où le nouvel emploi ne leur donne pas droit à des indemnités similaires.

Sont exclues de cette dérogation, les indemnités liées à la fonction qui cessent d'être dues à partir du jour où le magistrat change de poste.

ARTICLE 2 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 3 : Le Ministre de l'économie et des finances, le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le Ministre de la justice, garde des sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel du Faso.

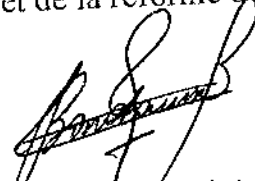
Ouagadougou, le 13 octobre 2008




Le Premier Ministre


Tertius ZONGO

Le Ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat


Seydou BOUDA

Le Ministre délégué auprès du Ministre
de l'économie et des finances,
chargé du budget


Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre de la justice, garde des sceaux


Zakalia KOTE